



rapport d'activité

// 2016

**RÉINVESTISSONS
LA FRANCE** ”

// COMPÉTITIVITÉ

// COHÉSION SOCIALE

// CROISSANCE VERTE





// **P.04**
ENTRETIEN AVEC
Bruno Cavné
Président de la FNTP

Avec l'élection présidentielle en ligne de mire, nous nous préparons activement pour 2017. **"Réinvestissons la France !"** est un appel à réagir collectivement pour redresser le pays.



// **P.06**
PHOTO DE FAMILLE
Les Travaux Publics
Chiffres clés, Activités,
Infrastructures,
Innovations



// **P.14**
LES INFRASTRUCTURES,
pour relancer la compétitivité
de la France

// **P.22**
LES INFRASTRUCTURES,
pour renforcer la cohésion
sociale et territoriale



// **P.30**
LES INFRASTRUCTURES,
pour réussir
la croissance verte



// **P.38**
LA FNTP
en savoir +

// **P.40**
LES FÉDÉRATIONS
RÉGIONALES DES
TRAVAUX PUBLICS



La version numérique du Rapport d'Activité
vous donne accès à l'ensemble des interviews et reportages

LES TRAVAUX PUBLICS

Les entreprises françaises de Travaux Publics réalisent 64,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015, dont près de 44% à l'international. Fortes de 245 000 salariés en France, elles construisent, entretiennent et modernisent les infrastructures et réseaux de notre pays. Le ralentissement économique associé à la chute des investissements publics a impacté fortement l'activité du secteur, qui a perdu près d'un quart de son chiffre d'affaires et plusieurs dizaines de milliers d'emplois depuis 2008.

Ce sous-investissement chronique se répercute sur la qualité des réseaux français : de la 4^e place mondiale en 2008, les infrastructures françaises sont passées au 10^e rang en 2015...

La qualité de vie quotidienne des Français, la compétitivité des entreprises tout comme l'héritage qui sera laissé aux générations futures sont en jeu.

Préparer la France de demain et l'accompagner dans les transitions numérique et écologique se fera avec les entreprises de Travaux Publics. Les infrastructures sont en effet, par les services qu'elles rendent aux citoyens et aux entreprises, un socle majeur de la compétitivité des territoires, de leur cohésion et de la croissance verte. « Réinvestissons la France », c'est être ambitieux pour notre pays et croire en son avenir !

ÉQUITÉ



LES 12 PROPOSITIONS DE LA Fntp POUR RÉINVESTIR LA FRANCE

// Pour une politique d'infrastructures et d'attractivité des territoires.

Retrouvez nos 12 propositions dans le document joint au Rapport d'Activité.

 Retrouvez le contenu complet sur la version numérique de notre dépliant



ENTRETIEN AVEC

BRUNO CAVAGNÉ

Président de la Fédération Nationale
des Travaux Publics

“ RÉINVESTISSONS LA FRANCE ”
EST UN APPEL À RÉAGIR COLLECTIVEMENT
POUR REDRESSER LE PAYS

P.04

VOUS AVEZ CHOISI D'EXPRIMER UN MESSAGE FORT AVEC « RÉINVESTISSONS LA FRANCE » POURQUOI ?

« Réinvestissons la France » est un appel à réagir collectivement pour redresser le pays. Il est temps de réinvestir pour l'avenir en mettant en place un plan d'investissement massif en infrastructures et en s'appuyant sur des projets ambitieux pour développer le pays.

La chute de l'investissement a assez duré. Tous les grands organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale, OCDE...) en sont désormais convaincus et préconisent de relancer les économies en investissant, notamment dans les infrastructures. Les taux d'intérêt sont historiquement bas, c'est le moment d'en profiter. Dans ces conditions, accroître l'investissement public ne coûterait quasiment rien aux contribuables et entraînerait un cycle économique vertueux. Le FMI considère qu'un point de PIB consacré aux infrastructures augmente la production de 0,4% la première année et 1,5% après quatre ans.

Il est temps d'agir, la qualité des infrastructures françaises en dépend. Elle se dégrade lentement mais sûrement et les Français le constatent au quotidien. L'âge moyen des voies ferrées est de 33 ans, 1 litre d'eau potable sur 5 est perdu dans la nature, un pont par jour est fermé par manque d'entretien... autant d'indicateurs très inquiétants. La France, qui était classée au 4^e rang mondial pour la qualité de ses infrastructures en 2009, se classe 10^e en 2015. C'est la compétitivité de la France et la qualité de vie des citoyens qui sont en danger et les investissements non réalisés aujourd'hui contiennent en germe la dette que nous léguerons à nos enfants. Nous ne pouvons pas laisser un tel héritage !

“ C'EST LA COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE ET LA QUALITÉ DE VIE DES CITOYENS QUI SONT EN DANGER ”

APRÈS UNE ANNÉE 2015 ENCORE TRÈS SOMBRE POUR LES TRAVAUX PUBLICS, QUELLES CONCLUSIONS TIREZ-VOUS DE L'ANNÉE 2016 ?

Pour les Travaux Publics, l'année 2015 a été la pire en termes de recul d'activité depuis 30 ans avec comme conséquences destructions d'emplois et disparitions d'entreprises. De premiers signaux d'inflexion de l'activité pointent en 2016 du côté de certains maîtres d'ouvrages, ce qui laisserait enfin entrevoir le bout du tunnel. Autre signal positif, le moral des chefs d'entreprise repart à la hausse. Il était temps car le secteur revient de loin : il a perdu près d'1/4 de son chiffre d'affaires et 30 000 emplois directs depuis 2008.

Et pourtant, on ne le dit jamais assez, notre secteur est porteur d'avenir et ses entreprises se réinventent au quotidien : la maquette numérique et le BIM, les exosquelettes, les routes productrices d'énergie, les canalisations intelligentes, les tramways alimentés par le sol, les bornes de recharge pour véhicules électriques... sont des exemples de leur capacité à avancer dans l'air du temps. Elles constituent des acteurs incontournables du monde de demain.

“ LA FRANCE DOIT AUJOURD'HUI SE Doter D'UN CONSEIL D'ORIENTATION DES INFRASTRUCTURES ”



2017 SERA UNE ANNÉE PARTICULIÈRE AVEC L'ÉLECTION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

QUELS SONT LES BOULEVERSEMENTS À VENIR POUR LE SECTEUR ?

L'élection présidentielle, c'est le moment d'interpeller les décideurs sur le rôle fondamental des infrastructures pour la société. Nos gouvernants, et ce n'est pas récent, ont renoncé à organiser et à aménager notre territoire lorsque la Datar ou le ministère de l'Équipement ont été supprimés. La France doit aujourd'hui se doter d'un Conseil d'orientation des infrastructures afin d'évaluer le niveau de nos infrastructures, d'identifier les projets prioritaires et de préparer une loi de programmation. C'est l'une des propositions que nous défendrons parmi une douzaine d'autres. Je fais de ces 12 propositions mon cheval de bataille pour le prochain quinquennat.

Construire les infrastructures de demain, c'est un projet d'unité et d'intérêt national car elles servent à la fois la compétitivité du pays, la cohésion sociale et territoriale, ainsi que la croissance verte. Dès lors, il ne faut plus se contenter de colmater les fuites. « Ré-investir » massivement est nécessaire à la fois pour que la France retrouve le chemin de la croissance et le rang économique qui était le sien il y a encore 10 ans, mais également rapprocher les Hommes et les territoires et apporter des solutions pour la transition écologique. Réinvestissons la France, tout simplement.

// L'ESSENTIEL DES TRAVAUX PUBLICS

Les entreprises de Travaux Publics sont au cœur de la construction, du fonctionnement, et de la qualité des infrastructures et réseaux de notre société.



36,4

MILLIARDS D'EUROS
D'ACTIVITÉ EN FRANCE

- 8% EN 2015



28,5

MILLIARDS D'EUROS
**D'ACTIVITÉ
À L'INTERNATIONAL**

+ 7% EN 2015

➤ 2015

UNE ANNÉE NOIRE POUR LES TRAVAUX PUBLICS EN FRANCE

Le secteur traverse depuis 8 ans l'une des plus dures crises de son histoire. Sur fond de baisses des dotations de l'État aux collectivités locales et d'instabilités institutionnelles, le chiffre d'affaires est en chute de 15% sur les deux dernières années dont plus de 8% en 2015, soit la pire année en termes de chute d'activité depuis 30 ans.

Dans ce contexte conjoncturel morose et malgré la volonté des chefs d'entreprises de préserver l'emploi au maximum, les réductions d'effectifs ont été importantes : près de 30 000 emplois dans les Travaux Publics ont été détruits depuis 2008.

La stabilisation de l'activité en début d'année 2016 laisse enfin entrevoir de premiers signaux positifs, dans un volume de marché qui reste toutefois très bas.



7 500

ENTREPRISES

60% ONT ENTRE 1 ET 10 SALARIÉS
31% ONT ENTRE 11 ET 50 SALARIÉS
Elles composent un tissu d'entreprises de proximité

8% ONT ENTRE 51 ET 500 SALARIÉS
Elles structurent les chantiers d'envergure

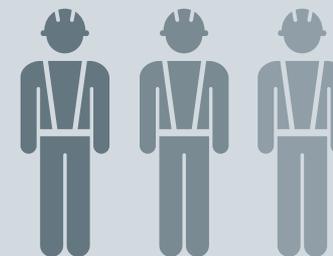
1% ONT PLUS DE 500 SALARIÉS
Elles font partie des leaders mondiaux du secteur



245 000

**SALARIÉS EN FRANCE
TRAVAILLENT DIRECTEMENT
DANS LES TRAVAUX PUBLICS**

149 900 60 200 34 900
61,2% 24,6% 14,2%



OUVRIERS ETAM CADRES

**ENVIRON 90 000 SALARIÉS
TRAVAILLENT DANS LA FILIÈRE TP**

maîtrise d'œuvre privée,
fournisseurs de matériel
et matériaux et entreprises de service



1

Les savoir-faire français en Travaux Publics sont reconnus mondialement et plusieurs entreprises figurent ainsi parmi les leaders mondiaux du secteur



Pour qui travaillent les Travaux Publics ?

Plus des 2/3 des commandes sont d'origine publique. Même si l'État ne représente que 3% de la clientèle des Travaux Publics, il demeure l'un des principaux leviers pour les projets d'infrastructures par ses décisions politiques, ses politiques budgétaires et ses co-financements.



// LES COLLECTIVITÉS LOCALES

- Communes et EPCI **30,9%**
- Conseils Départementaux **7,7%**
- Conseils Régionaux **1,9%**



// LE SECTEUR PRIVÉ

- Entreprises industrielles et commerciales **23,9%**
- Sous-traitance **5,5%**
- Particuliers **4,4%**



// LES GRANDS OPÉRATEURS

- EDF, RTE, Enedis, Engie, GRT, GRdF **8,1%**
- SNCF Réseau, RATP, SEM transports collectifs urbains **5,8%**
- Autres **3%**



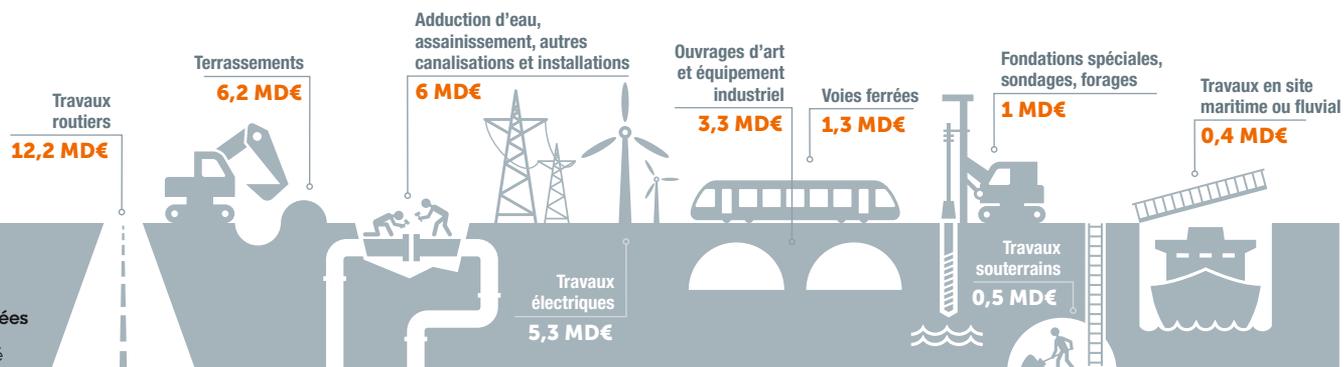
// LES CONCESSIONS ET CONTRATS DE PARTENARIATS



// L'ÉTAT

Une diversité d'ouvrages

Les entreprises de Travaux Publics et leurs salariés construisent et entretiennent au quotidien l'ensemble des infrastructures et réseaux qui maillent nos territoires. En conséquence, il existe une grande diversité de spécialités et de métiers couverts par l'activité des Travaux Publics.



Retrouvez toutes nos données sur la version numérique de notre Rapport d'Activité

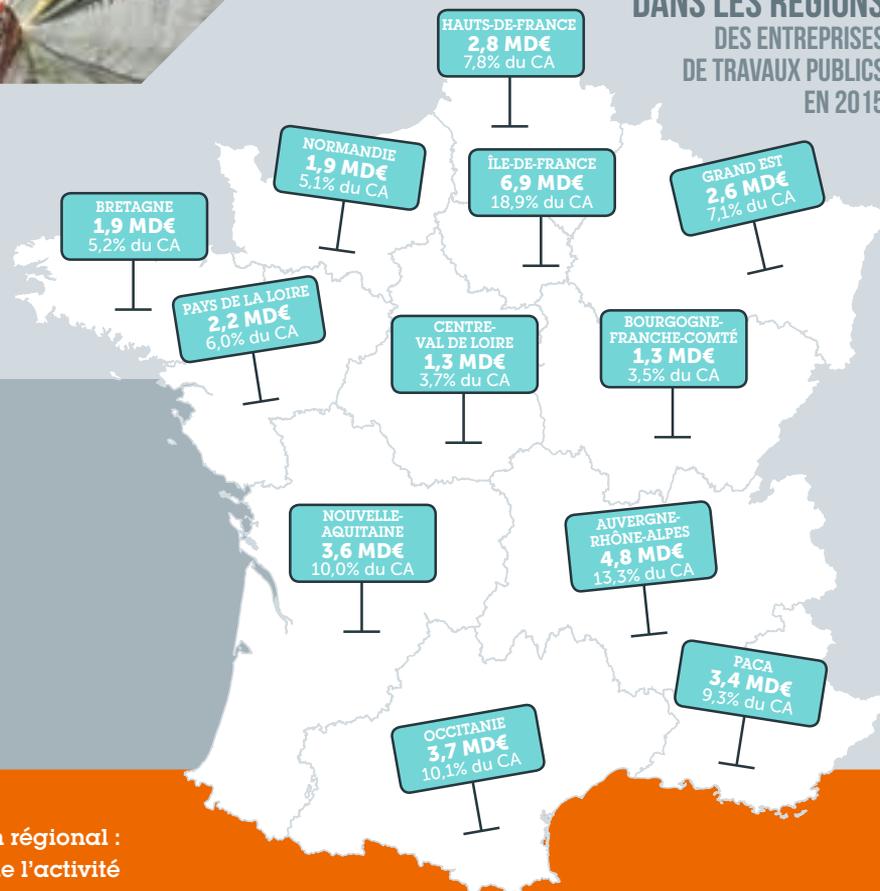
// L'ACTIVITÉ DES TRAVAUX PUBLICS en France...



Un maillage fin et structurant

Les infrastructures participent à la cohésion sociale et territoriale de la France par un maillage fin du territoire. Pour construire et entretenir ces réseaux, les entreprises de Travaux Publics sont localisées sur tout le territoire et dynamisent par leur présence l'activité économique, aussi bien en zone urbaine que rurale.

CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LES RÉGIONS DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS EN 2015



LE SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS EST DEUX FOIS MOINS CONCENTRÉ QUE L'ÉCONOMIE NATIONALE

MOINS DE
1/5^e DE L'ACTIVITÉ
SE SITUE EN ÎLE-DE-FRANCE



alors que cette région rassemble 1/3 de la production française de richesses chaque année.

Un dénominateur commun régional : la chute de l'activité

En 2015, l'activité diminue dans la quasi-totalité des régions françaises. Cette chute s'explique notamment par la baisse de l'investissement public local et des bouleversements consécutifs à la réforme territoriale adoptée en milieu d'année 2015. Les baisses les plus importantes sont enregistrées dans les régions Nouvelle-Aquitaine (-25,3%) et Grand Est (-17,7%).

Retrouvez toutes nos données
dans le Recueil de statistiques 2015

... et dans le monde

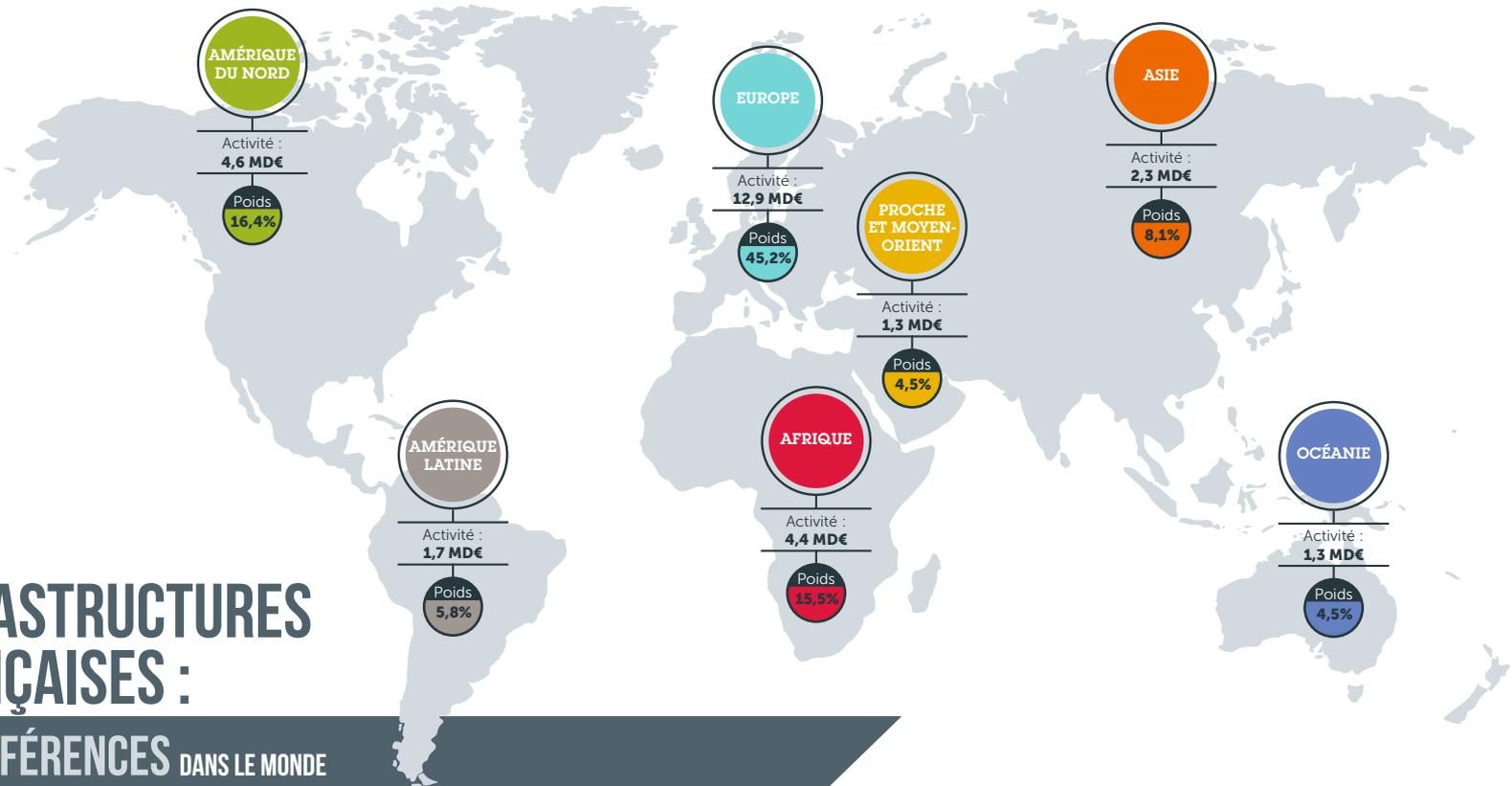
LES INFRASTRUCTURES FRANÇAISES :

DES RÉFÉRENCES DANS LE MONDE

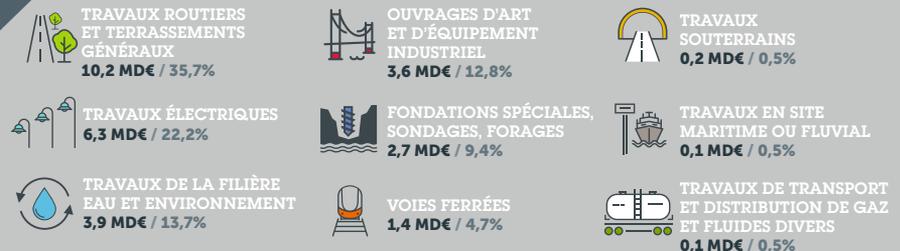
44% du chiffre d'affaires global du secteur des Travaux Publics est réalisé en dehors des frontières métropolitaines par les entreprises françaises. Avec 28,5 milliards d'euros en 2015, l'activité progresse de 7% par rapport à 2014. Signe de la reconnaissance des savoir-faire des entreprises françaises, leur chiffre d'affaires à l'international a progressé de plus de 60% en seulement 10 ans !

Alors que près de la moitié des travaux est réalisée en Europe, l'Amérique du Nord et l'Afrique représentent également d'importants débouchés pour le secteur. Et de nouveaux marchés émergent : Asie, Amérique Latine, Proche et Moyen-Orient et Océanie, constituent des zones de développement dynamiques.

La bonne santé de l'activité internationale permet aux plus grandes entreprises du secteur de compenser quelque peu les effets du ralentissement économique que connaît la France depuis 2008.



CHIFFRE D'AFFAIRES INTERNATIONAL EN 2015 DE CHAQUE ACTIVITÉ (EN MDE ET PART EN %)



LES INFRASTRUCTURES

Au service des Hommes

Les entreprises de Travaux Publics travaillent chaque jour à la construction des infrastructures de demain et à leur entretien. Véritable système sanguin du pays, les réseaux irriguent les territoires et contribuent à leur développement économique, à leur avenir et à la qualité de vie de nos concitoyens.

EAU : UN PATRIMOINE À RENOUVELER

1 million de km de réseaux d'eau potable et 370 000 km de réseaux d'assainissement sont reliés à des structures de production, stockage et traitement. La préservation de la ressource en eau est un enjeu majeur : 1 litre d'eau sur 5 est actuellement perdu en raison des fuites.



LES TRAVAUX PUBLICS AU SERVICE DE TOUS

PROTÉGER LES TERRITOIRES

La protection des milieux fragiles, la construction de digues pour lutter contre les inondations ou les travaux de génie écologique sont des enjeux majeurs. Le coût des inondations du mois de juin 2016 en France est évalué à 1 milliard d'euros. En rendant les territoires résilients face aux aléas, il s'agit de limiter au maximum l'impact des catastrophes naturelles sur les habitants et sur leurs biens.

RELANCER LE TRANSPORT PAR VOIE FLUVIALE

Avec 8 500 km de voies navigables, la France dispose d'1/4 du réseau fluvial européen. Pourtant, le fret associé représente moins de 3% du transport de marchandises contre 12% en Allemagne. D'importants travaux de mise à grand gabarit ou de connexions sont nécessaires.

MIEUX VIVRE ET SE DÉPLACER EN VILLE

Les métros, tramways ou bus à haut niveau de service améliorent la mobilité et l'accessibilité dans les zones urbaines. Plus d'1 Français sur 2 est exposé à la pollution atmosphérique. Les aménagements urbains, espaces verts, ou équipements publics sont des éléments-clés du bien-être des citoyens et de l'attractivité d'une ville.

AMÉLIORER ET ENTREtenir LES RÉSEAUX ROUTIERS

11 000 km d'autoroutes, 387 000 km de routes départementales et nationales, 666 000 km de routes communales, 200 000 ponts et 900 tunnels routiers constituent le patrimoine routier français. De nouvelles générations de routes voient le jour : connectées, géothermiques, luminescentes, solaires... Il est impératif d'entretenir, de moderniser et développer ces réseaux : un automobiliste français passe en moyenne 28 heures dans les embouteillages chaque année.

ACCÉLÉRER LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Le déploiement de la fibre optique est une condition indispensable à l'innovation et au développement de l'économie numérique. 20 milliards d'euros seront ainsi investis dans le Plan France Très Haut Débit (THD) avec l'objectif de couvrir 100% du territoire français d'ici à 2022. C'est essentiel car la France se classe seulement au 44^e rang mondial pour son débit internet fin 2015 et seul 1 Français sur 10 est éligible à la fibre.

FAIRE FACE AUX DÉFIS ÉLECTRIQUES

Défi de la production avec l'entretien et la construction de centrales électriques, barrages ou autres énergies renouvelables. Défi de la distribution avec 100 000 km de lignes de transport à haute tension et 1,4 million de km de lignes de distribution aériennes et souterraines.

Défi du déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques avec moins de 15 000 points de recharge déployés en 2016 bien que l'objectif à horizon 2030 s'élève à 7 millions. Défi d'un éclairage public performant où 75% des installations dans les communes ont plus de 25 ans.

OUVRIR LES TERRITOIRES À L'INTERNATIONAL

Les aéroports sont les portes d'entrée de la France et du continent européen. En France, ils ont accueilli environ 180 millions de passagers en 2015.

Quant aux ports, avec 340 millions de tonnes de marchandises et 30 millions de passagers annuels, ce sont aussi des piliers incontournables du développement international.



DÉVELOPPER ET RÉHABILITER LE RÉSEAU FERROVIAIRE

La performance du réseau ferroviaire français est reconnue pour ses 2 000 km de lignes à grande vitesse. Au-delà, l'entretien et la mise à niveau de l'ensemble des 28 000 km de lignes restantes sont cruciaux pour la sécurité, le développement économique des territoires et la mobilité des voyageurs : l'âge moyen des voies est de 33 ans, soit le double de ce qui est observé en Allemagne.

STOCKER, TRANSPORTER ET DISTRIBUER LE GAZ

Les 35 000 km de gazoducs et 195 000 km de canalisations de distribution de gaz font partie des réseaux stratégiques d'un territoire, aux côtés des terminaux méthaniers et des réservoirs de stockage.

➤ 2 000 MD€

LE PATRIMOINE D'INFRASTRUCTURES DE LA FRANCE

Les infrastructures sont garantes du bon fonctionnement des activités économiques, de la cohésion sociale et territoriale et de la transition écologique du pays. Sources de richesses, de productivité et de bien-être, elles constituent un patrimoine à préserver et à développer.

LES TRAVAUX PUBLICS

Secteur d'innovations

L'innovation, qu'elle soit de procédé, de produit ou encore d'usage, fait partie intégrante de l'ADN des Travaux Publics.

- DES CHANTIERS DE HAUTE TECHNOLOGIE -

NUMÉRIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES SONT DES ALLIÉS INCONTOURNABLES POUR LA RÉALISATION D'UNE INFRASTRUCTURE, DE SA CONCEPTION JUSQU'À SON EXPLOITATION.

L'innovation est au cœur de la conception d'une infrastructure : par nature, chaque ouvrage est différent et peut être qualifié de prototype. C'est pourquoi, pour leur réalisation, les entreprises de Travaux Publics vont de plus en plus faire appel à la maquette numérique (BIM) ou à des technologies 3D. La très haute technologie s'invite aussi sur les chantiers avec des exosquelettes, conçus pour alléger les charges, ou des casques à réalité augmentée permettant encore d'améliorer la précision des travaux. Demain, ces technologies encore naissantes seront d'usage courant pour de nombreux métiers.

La communication au cours d'un chantier est également un enjeu fondamental. Les échanges de données entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprises ou bien avec l'environnement extérieur (riverains par exemple) sont de plus en plus fréquents et dématérialisés. L'utilisation des tablettes et des smartphones est désormais habituelle. Ceci permet de sensibiliser et d'informer les riverains, par exemple grâce au suivi de l'évolution d'un chantier en temps réel via des applications smartphone, des alertes SMS, des newsletters... ●

CHANTIERS ET NUMÉRIQUE : LA RÉVOLUTION DU BIM



Le Building Information Modeling (BIM) se développe pour concevoir et assurer le suivi d'un chantier. Ce système numérique va révolutionner la façon dont les infrastructures et réseaux techniques sont planifiés, conçus et gérés.

Il permet notamment de modéliser en 3D les relations existantes entre les différents matériaux et leurs propriétés.

Le partage de données standardisées par l'ensemble des acteurs permet in fine une meilleure fiabilité dans le déroulement d'un chantier de sa conception jusqu'à l'exploitation et la maintenance de l'infrastructure.

- DES INFRASTRUCTURES DURABLES -

SOUVENT MÉCONNUES DU GRAND PUBLIC, NOMBRE D'INNOVATIONS SE DÉVELOPPENT DANS LES TRAVAUX PUBLICS.

LES ENTREPRISES EXPÉRIMENTENT ET INNOVENT AU QUOTIDIEN, AU BÉNÉFICE DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES.

Le numérique et les objets connectés constituent une vague de fond qui bouleverse l'ensemble de l'économie. Les infrastructures n'y échappent pas : peu à peu, les réseaux deviennent « intelligents », que ce soient les routes, les réseaux électriques, de chaleur ou les canalisations. Ces réseaux constitueront la ville et les territoires de demain, connectés, économes de leurs ressources et assurant la qualité de vie de leurs habitants. Dans le domaine de l'eau par exemple, l'équipement en capteurs des canalisations permet d'anticiper et de localiser les fuites sur les réseaux. Placés à des endroits stratégiques, ils facilitent aussi l'analyse de la qualité de l'eau. Pour les ouvrages d'art, d'autres types de capteurs peuvent déterminer précisément les opérations de maintenance nécessaires, ou les prévoir avant que ne surviennent les défaillances : c'est la maintenance prédictive.

D'importants efforts en R&D sont réalisés afin d'éviter la mise en décharge de déchets de chantiers et limiter l'usage de matières premières pour la réalisation des réseaux. Les entreprises de Travaux Publics travaillent par exemple à la réalisation de la route recyclée et renouvelable grâce à des liants à base de micro-algues, de biomasse ou encore de déchets issus de l'industrie agroalimentaire. En plus de bénéficier d'une empreinte carbone moindre, ces matériaux renouvelables assurent une durée de vie supérieure : celle-ci serait prolongée d'environ vingt ans pour une chaussée ! ●



LES DRONES : UNE INNOVATION GRAND PUBLIC APPLIQUÉE AUX CHANTIERS

L'utilisation de drones permet de réaliser en peu de temps des tâches qui s'avéraient auparavant longues et complexes. Des mesures de volumes et de distances permettent ainsi de réaliser des cartes ou plans en 3D. Leur maniabilité et leur taille réduite facilitent aussi l'inspection d'ouvrages difficiles d'accès, comme les piliers de ponts, les barrages, les pylônes électriques...

LA LUMIÈRE COMMUNICANTE



Transmettre des informations grâce à l'éclairage public est désormais possible.

À Meyrargues, dans les Bouches-du-Rhône, ou à Sauzé-Vaussais dans les Deux-Sèvres, des luminaires en « Li-Fi » (Light fidelity) ont été installés. Ce système transmet des données via les LED de l'éclairage urbain, sans passer par la 4G ou le wifi. Avec cette technologie, la commune peut diffuser des informations aux habitants comme aux touristes sur leur smartphone : numéros utiles, liens internet, horaires des bureaux de poste et du marché, événements culturels en cours et à venir...

- DES RÉPONSES AUX NOUVEAUX ENJEUX -

LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS RÉINVENTENT LES SERVICES QUE LES INFRASTRUCTURES RENDENT AUX CITOYENS.

Proposer de nouveaux usages à travers des infrastructures multi-fonctions devient peu à peu une réalité. Dans le domaine routier, de nouveaux procédés se développent : routes chauffantes, lumineuses ou productrices d'énergie sont désormais en test. Des dalles photovoltaïques fixées sur la chaussée permettent ainsi de transformer l'énergie emmagasinée la journée en éclairage urbain. Avec cette technologie, un kilomètre de route éclaire une ville de 5 000 habitants. Les véhicules connectés ou autonomes auront aussi besoin dans un futur proche d'échanger un grand nombre d'informations avec une infrastructure intelligente.

Dans tous les métiers, les infrastructures apportent des services « augmentés ». Les candélabres sont désormais des sources de recharge potentielles pour les véhicules électriques ou bien deviennent communicants. Les stations de traitement d'eaux usées alimentent des réseaux de chaleur, les fondations de certains bâtiments deviennent géothermiques. Et ces exemples ne sont que quelques illustrations des innombrables perspectives pour les infrastructures de demain ! ●



➤ 1 000 KM
DE ROUTES PHOTOVOLTAÏQUES
INSTALLÉES EN FRANCE D'ICI 2021

LES INFRASTRUCTURES, pour relancer la compétitivité de la France

RÉINVESTISSONS
LA FRANCE



➤ 6

PLACES PERDUES EN 6 ANS
POUR LA QUALITÉ DES
INFRASTRUCTURES FRANÇAISES
PASSANT AINSI
DU 4^E AU 10^E
RANG MONDIAL

P. 14



➤ 50

MILLIARDS D'EUROS
DE BESOINS ANNUELS
D'INVESTISSEMENTS DANS
LES INFRASTRUCTURES
DE RÉSEAUX
D'ICI À 2020

- COMPÉTITIVITÉ -

RÉINVESTIR POUR RELANCER LA CROISSANCE

LA FRANCE DÉCROCHE CHAQUE ANNÉE UN PEU PLUS DANS LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX POUR LA QUALITÉ DE SES INFRASTRUCTURES. LE MANQUE D'ENTRETIEN, L'INSUFFISANCE D'INVESTISSEMENTS ET DE VISION À LONG TERME COMMENCENT À AVOIR DES EFFETS VISIBLES SUR L'ÉCONOMIE ET LA VIE QUOTIDIENNE.

La dette « grise » laissée aux générations futures s'alourdit année après année : la qualité des réseaux se dégrade parce que les investissements nécessaires et urgents peinent à être lancés et financés. Ce non-investissement et le retard pris en matière d'entretien coûteront plus cher demain.

Pourtant, l'avenir des territoires, leur attractivité et leur dynamisme sont étroitement liés aux infrastructures. Grands projets, innovation et modernisation des réseaux seront déterminants pour répondre aux attentes des citoyens, quel que soit leur lieu de vie.



Pour aller plus loin, téléchargez le rapport du Medef
« Les infrastructures de réseaux au service de la croissance »

UNE ÉROSION DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DE L'ATTRACTIVITÉ



“ RÉAGISSONS ! Rénovons nos réseaux ”

- COMPÉTITIVITÉ -

Le déclassement français



LA BAISSÉ DE LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES A DÉJÀ DE GRAVES CONSÉQUENCES.

La performance des infrastructures est le deuxième critère d'investissement des investisseurs internationaux (après la stabilité politique), devant la croissance économique et la taille du marché. Alors que la France se plaçait en 4^e position en 2009, elle a chuté dans les classements internationaux jusqu'à la 10^e place en 2015 en ce qui concerne l'ensemble de ses infrastructures.

Investir dans les réseaux, c'est pourtant préparer un terrain d'accueil favorable à l'investissement et ainsi renforcer la compétitivité du pays •

➤ **17 MILLIARDS D'EUROS :**
COÛT ANNUEL DES EMBOUTEILLAGES EN FRANCE



- PATRIMOINE -

Une détérioration de la qualité des réseaux

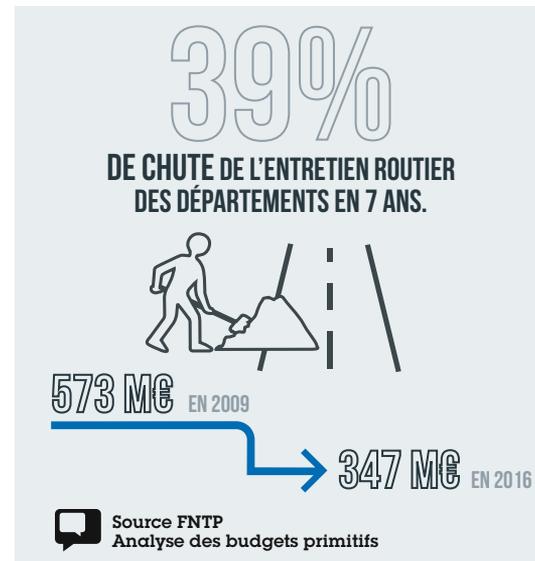
ENTREtenir ET MODERNISER LES INFRASTRUCTURES, C'EST PRÉSERVER LA COMPÉTITIVITÉ ET L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES. INVERSEMENT, LAISSER À L'ABANDON DES PANS ENTIERs DE RÉSEAUX, C'EST PRENDRE LE RISQUE DE PRÉCIPITER LES TERRITOIRES ET LEURS HABITANTS DANS LE DÉCLASSEMENT ÉCONOMIQUE.

La France bénéficie d'un héritage en infrastructures colossal : avec ses routes, ponts, voies ferrées, ports, aéroports, réseaux de communication, d'électricité ou d'eau, la valeur du patrimoine français est immense. Il est estimé à 2 000 milliards d'euros.

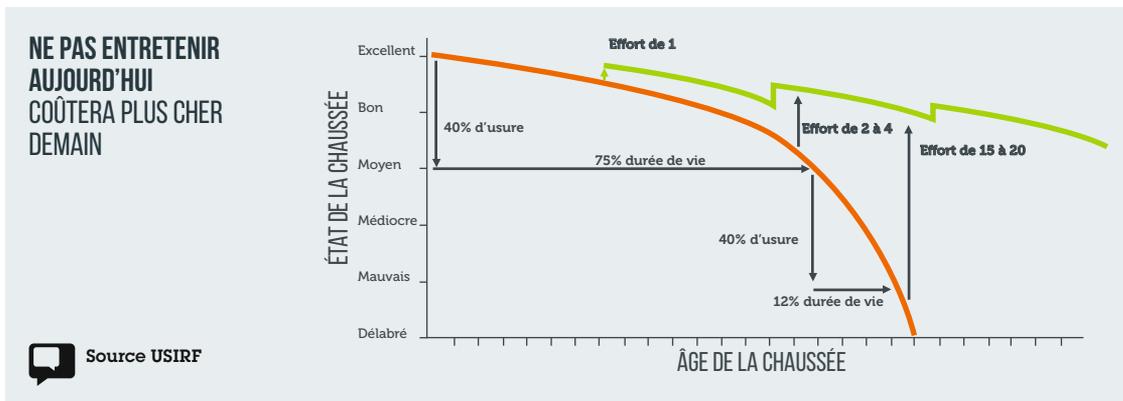
Cependant, la qualité des réseaux est en recul en France : 52% des Français constatent par exemple que les routes qu'ils empruntent se sont dégradées au cours des dernières années. L'âge moyen de la partie structurante du réseau ferroviaire est passé de 17 à 23 ans en 20 ans et le nombre de retards liés à des problèmes de signalisation augmente de 1% à 2% par an.

D'une manière générale, les investissements en infrastructures ne sont pas à la hauteur des besoins. Depuis 1990, la part de l'investissement en infrastructures de transport dans le PIB ne cesse de se réduire : à 1,2% du PIB en 1990, elle ne représente plus que 0,8% en 2015 (Source : Comptes des transports).

Pendant ce temps, à l'étranger, la prise de conscience est là. En juillet 2016, le gouvernement nippon annonçait un nouveau plan de relance de 240 milliards d'euros. La Chine investit plus dans les infrastructures que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale réunies. Résultat : une grande partie des 6,7% de croissance du PIB chinois du deuxième trimestre 2016 provient des investissements dans les infrastructures ●



7,7%
DE CHUTE DE L'INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS EN 2015



DES PROJETS POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

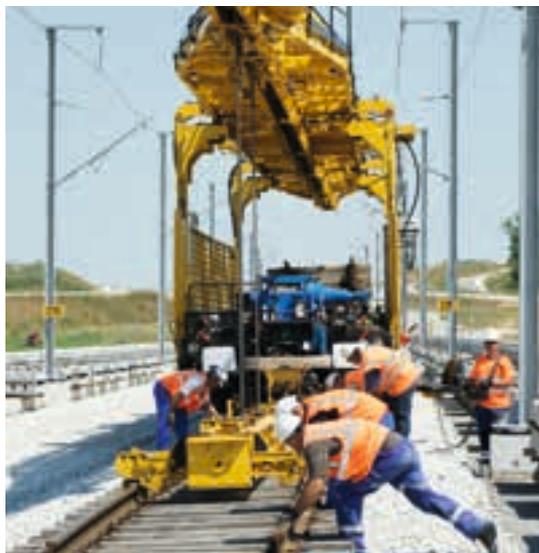


**“ RÉORGANISONS !
Redynamisons la croissance et l'emploi ”**

- EMPLOI -

Les infrastructures, pourvoyeuses d'emplois pour les territoires

LES INFRASTRUCTURES, DÈS LEUR CONCEPTION JUSQU'À LEUR CONSTRUCTION, SONT GÉNÉRATRICES D'EMPLOIS, SOUVENT LOCAUX. UNE FOIS EN SERVICE, ELLES CONTINUENT D'IRRIGUER LE TISSU TERRITORIAL.



Chaque milliard d'euros investi dans des projets d'aménagement permet de créer ou maintenir 7 000 emplois dans les entreprises des Travaux Publics françaises. Et c'est sans compter les emplois générés en amont de la filière et ceux qui seront induits une fois l'infrastructure en service.

Par exemple, le projet du Nouveau Grand Paris des transports représente un potentiel de 29 500 emplois dans le secteur des Travaux Publics (dont 22 000 avant 2020), pour la construction des nouvelles lignes et le prolongement des lignes actuelles. C'est plus de 10% des effectifs actuels du secteur ●

➤ 1 MILLION D'EUROS
INVESTI DANS UN CHANTIER, C'EST 7 EMPLOIS
DIRECTS + 3 EMPLOIS INDIRECTS CHEZ
LES FOURNISSEURS DES TRAVAUX PUBLICS

**LE PLAN DE RELANCE AUTOROUTIER
EST LANCÉ... ET L'EMPLOI AUSSI !**



En juillet 2016, François Hollande inaugurerait le chantier d'élargissement de l'A9, marquant ainsi le lancement du Plan de relance autoroutier. Près de 10 000 emplois directs et indirects seront créés sur la durée des travaux du Plan.

Signé en 2015, il représente un programme d'investissement de 3,27 milliards d'euros. Financé à 100% par les sociétés autoroutières en échange d'un allongement de la durée des contrats de concession, il ne coûte aujourd'hui rien aux contribuables.

**DES PROJETS AU SERVICE
DES TERRITOIRES**

Bassens

// Fret ferroviaire

Construite dans les années 20, la ligne de fret entre Bassens et le Bec d'Ambès, en Gironde, a vu son état se dégrader progressivement. Or cette ligne de 15 kilomètres revêt une importance stratégique pour l'activité industrielle du territoire, le développement économique du port et l'emploi local. Le renouvellement de cette infrastructure a permis de soutenir 300 emplois directs, environ 6 000 emplois indirects et le transport de 1,5 million de tonnes de trafic maritime.

Grand Paris

// Transports urbains

Le Grand Paris Express est un projet de transport public en rocade de Paris, d'une longueur de 200 kilomètres, pour un investissement de 24,7 milliards d'euros. Ce projet d'envergure pourrait entraîner une augmentation de 3 à 5 points supplémentaires du PIB national et la création de 115 000 emplois répartis dans de nombreux secteurs économiques.

Canal Seine-Nord-Europe

// Fluvial

D'une longueur de 106 km, le canal reliera la Seine au Canal du Nord près d'Arras, afin de connecter les ports du Havre et de Rouen avec le Benelux et l'Île-de-France et désengorger en partie l'autoroute du Nord (A1) pour le transport de marchandises et de matériaux.

Ce projet de 4,5 milliards d'euros générera plus de 12 000 emplois directs et indirects en phase chantier et jusqu'à 50 000 emplois induits d'ici 2050 grâce aux activités économiques qu'il permettra de développer. Sa mise en service est prévue pour 2023.

- CROISSANCE -

**Les infrastructures,
à la base du développement économique**

LES INFRASTRUCTURES ONT UN IMPACT ÉCONOMIQUE FORT, TANT LORS DE LEUR CONSTRUCTION QUE PAR LES SERVICES QU'ELLES RENDENT ENSUITE.

Investir dans les infrastructures permet d'initier une relance classique par la demande mais surtout d'améliorer l'offre et de créer les conditions pour une croissance durable.

Recruter des salariés, effectuer les livraisons des grandes surfaces, communiquer avec les consommateurs, apporter le chauffage dans les entreprises, fournir l'eau pour refroidir les centrales... nécessitent un réseau d'infrastructures étendu, adapté et performant.

Le développement du RER a par exemple eu un impact significatif sur la croissance de l'agglomération parisienne, en réduisant les écarts de développements entre les différentes communes et en créant de l'emploi à proximité des gares.

De même, l'arrivée de la ligne ferroviaire à grande vitesse à Rennes, prévue pour 2017, va dynamiser le développement de la capitale bretonne en la reliant à Paris en 1h25. Le quartier EuroRennes, en cours de livraison autour de la future gare multimodale, proposera par exemple un ensemble de bureaux, de logements, d'équipements culturels et sportifs. L'entreprise Orange a ainsi anticipé l'arrivée nouvelle de cette infrastructure en y installant ses activités d'avenir, soit environ 5 000 employés ●



RÉINVESTISSONS !

REPOSITIONNER LA FRANCE
SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

RÉINVESTISSONS
LA FRANCE

› Des dépenses d'investissement plutôt que des dépenses de fonctionnement

Dans un contexte de financement contraint, l'amalgame entre réduction des dépenses publiques et baisse de l'investissement est fréquent. En décembre 2015, un rapport du Medef a mis en évidence les besoins d'infrastructures de réseaux en France à horizon 2020 : ils s'élèvent à près de 50 milliards d'euros par an, soit un niveau supérieur de 25% à celui de la période 2012-2014. Il est crucial que les efforts de rééquilibrage des dépenses publiques ne se fassent pas au détriment de l'investissement.

« Préservé notre patrimoine (...) est un devoir : c'est investir dans l'avenir tout en soutenant dès aujourd'hui l'activité et l'emploi dans les territoires »

Alain Vidalies,
Secrétaire d'État
aux Transports
le 08/02/2016

› Réinvestir face à l'atonie de la croissance économique

Investir dans les réseaux est neutre pour le ratio PIB/dette publique, en raison notamment de la capacité des infrastructures à soutenir la croissance économique sur une longue période. Le Fonds Monétaire International estime qu'un point de PIB investi dans les infrastructures augmente la production de 0,4% la première année et 1,5% après quatre ans.

Dans le contexte actuel, de nombreux organismes internationaux tels que la Banque Mondiale ou l'OCDE s'accordent sur la nécessité d'une relance budgétaire.

› Les mesures pour renforcer la compétitivité

Cela passera par trois types de mesures :

- un plan d'investissement sur les réseaux et les infrastructures, un ministre en charge de l'investissement et un conseil d'orientation des infrastructures ;
- la stabilisation des dotations de l'État pour les collectivités locales ;
- une accélération des procédures et une rationalisation des voies de recours pour concilier respect de la décision politique, exigence de concertation publique et avancement des projets.



› 1 € INVESTI
DANS LES RÉSEAUX TÉLÉCOMS ENGENDRE
3 € DE RECETTES FISCALES ET SOCIALES POUR L'ÉTAT

GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS : DES RETOMBÉES À NE PAS MANQUER



La construction et la rénovation des stades pour l'Euro 2016 auraient créé une valeur ajoutée nette de 1,2 milliard d'euros et plus de 16 000 emplois en équivalent temps plein. D'après une étude d'impact réalisée par le Centre de Droit et d'Économie du Sport en juin 2016, l'organisation des JO 2024 générerait entre 5 et 11 milliards d'euros de retombées économiques. Les chances de remporter l'organisation de tels événements sont d'autant plus fortes que les équipements qui permettent l'accueil des visiteurs nationaux et étrangers sont performants. **Qu'attendons-nous pour investir ?**

LES INFRASTRUCTURES, pour renforcer la cohésion sociale et territoriale

RÉINVESTISSONS
LA FRANCE

➤ 9,5

MILLIONS D'HABITANTS :
C'EST LA CROISSANCE
DÉMOGRAPHIQUE FRANÇAISE
DEPUIS LE DÉBUT
DES ANNÉES 80

P.22



➤ 14%

DES FRANÇAIS
VIVENT SOUS LE SEUIL
DE PAUVRETÉ

- COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE -

RÉINVESTIR POUR RAPPROCHER LES HOMMES

BREXIT, CRISE DES MIGRANTS, DE L'ÉDUCATION, MONTÉE DU CHÔMAGE... SUR FOND DE MOROSITÉ ÉCONOMIQUE ET DE BOULEVERSEMENTS POLITIQUES, L'ACTUALITÉ RAPPELLE SANS CESSER QUE L'ÉQUILIBRE SOCIAL ET TERRITORIAL EST FRAGILE ET CONSTAMMENT REMIS EN QUESTION.

Depuis la fin des années 1990, les inégalités progressent de nouveau en France : inégalités de salaire, de patrimoine, face à l'emploi, aux services, à la mobilité... ; elles atteignent des niveaux inquiétants aujourd'hui. Et les oppositions « ruralité et urbanité », « centre et périphérie », sont de plus en plus marquées.

Les réseaux jouent un rôle essentiel dans le désenclavement des territoires et la lutte contre les inégalités, qu'elles soient sociales ou territoriales. Une politique volontariste d'investissement est ainsi nécessaire pour aménager le territoire, rapprocher les Hommes et renforcer leurs liens.

UNE HAUSSE DES DISPARITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES



“ RÉAGISSONS ! Retissons les liens ”

- INÉGALITÉS -

Des fractures territoriales qui se creusent



LES INÉGALITÉS SONT CROISSANTES DANS LES TERRITOIRES COMME ENTRE LES CITOYENS. ELLES PEUVENT ÊTRE SPATIALES (CENTRE ET PÉRIPHÉRIE DES VILLES, URBAIN ET RURAL), SOCIALES (SALAIRE, PATRIMOINE...) OU DÉMOGRAPHIQUES (VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION...).

En matière de services par exemple, les différences entre les citoyens sont bien réelles selon les territoires. Dans certaines régions, 1 habitant sur 4 vit ainsi à plus de 7 minutes des services de la vie courante par voie routière...

Une action forte devra être menée pour inverser cette tendance. Sinon, les « territoires oubliés » connaîtront une déconnexion de plus en plus forte avec le reste du pays ●

➤ **50 MINUTES :**
TEMPS MOYEN QUOTIDIEN DE DÉPLACEMENT
DOMICILE-TRAVAIL D'UN FRANÇAIS

RAPPROCHONS LES CITOYENS !

La distance quotidienne parcourue par un Français entre son domicile et son travail s'est allongée de 2 kilomètres depuis la fin des années 90. Et son temps de transport aussi : 50 minutes en moyenne chaque jour, soit une augmentation de 25% en 12 ans !

En conséquence, près d'1/3 des salariés passent au moins 1 heure dans les transports chaque jour. L'existence et la qualité d'infrastructures de transport sont primordiales pour assurer une qualité de vie décente aux Français. 18% d'entre eux jugent le manque de transports collectifs dans leur quartier comme le premier désagrément. Or, plus d'1 train sur 10 est en retard et 35 heures sont perdues chaque année par un automobiliste dans les embouteillages...

Qu'attendons-nous pour investir ?!

3/4 DE LA CROISSANCE
FRANÇAISE
GÉNÉRÉE PAR 15 GRANDES AIRES
URBAINES ENTRE 2000 ET 2010

Source France Stratégie

- NUMÉRIQUE -

La France à la traîne

SEUL 1 FRANÇAIS SUR 10 EST ÉLIGIBLE À UN SERVICE INTERNET À TRÈS HAUT DÉBIT GRÂCE À LA FIBRE OPTIQUE. ALORS MÊME QUE PRÈS DE 44% DE LA POPULATION FRANÇAISE EST RÉPARTIE SUR 90% DU TERRITOIRE ET RÉSIDE EN DEHORS DES GRANDS PÔLES URBAINS, DÉPLOYER LES RÉSEAUX TRÈS HAUT DÉBIT DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ.

De plus en plus de services administratifs, commerciaux, de santé... nécessitent une connexion internet. D'ici à 2020, 50 milliards de capteurs et d'autres objets communicants devront être reliés au réseau web. C'est 5 fois plus qu'on en compte aujourd'hui.

Pourtant, en 2015, la France se place seulement 16^e sur 28 pays européens en termes de performance digitale, perdant même 2 places par rapport à l'année précédente ●

➤ 70% DU TERRITOIRE NATIONAL N'EST PAS COUVERT PAR LA 4G



En matière énergétique par exemple, tous les territoires ne sont pas auto-suffisants. Certains produisent pour d'autres. Avec une production d'environ 3 600 GWh pour une consommation de 68 000 GWh en 2015, l'Île-de-France génère seulement 5% de l'électricité qu'elle consomme. Cette dépendance ne va pas décroître : les besoins énergétiques supplémentaires liés au Grand Paris devraient notamment progresser de moitié.

- ÉCHANGES -
Un besoin de solidarités

LA RECHERCHE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET ENTRE LES HOMMES EST INDISPENSABLE. ELLE PASSE PAR L'EXISTENCE DE RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DIMENSIONNÉS POUR RÉPONDRE À CES ENJEUX ET GARANTIR LA CONTINUITÉ DE SERVICE.

Concernant les mobilités, les populations de certains territoires accèdent difficilement à des moyens de transport en commun. Dès lors, des modes de transport alternatifs se développent comme le covoiturage ou les bus longues-distances. Pour fonctionner, ils ont besoin de soutien : cela passe notamment par la réalisation d'aires de covoiturage, la construction de gares routières ou encore le bon entretien des réseaux routiers et autoroutiers ●



44^e RANG MONDIAL
C'EST LE CLASSEMENT DE LA FRANCE
POUR SON DÉBIT INTERNET FIN 2015



1 FRANÇAIS / 10
SEULEMENT ACCÈDE À LA FIBRE OPTIQUE
EN 2015

Source Akamai
Source Sénat

DES LIAISONS POUR RAPPROCHER LES HOMMES



“ **RÉORGANISONS ! Réduisons les distances** ”

LES TRAVAUX PUBLICS TREMPLIN POUR L'EMPLOI



Réaliser des infrastructures de réseau c'est offrir un formidable tremplin pour l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle. Jusqu'à 4 000 personnes ont ainsi participé à la construction du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier, 1 168 personnes embauchées ont bénéficié d'une formation de deux ans dans les métiers des Travaux Publics et 13% d'heures de travail ont été confiées à un public en insertion professionnelle, soit environ 400 000 heures de travail fin mars 2016. Au total, ce sont 152 demandeurs d'emploi longue durée, 228 jeunes de moins de 26 ans, 117 bénéficiaires du RSA et 143 personnes issues de zones urbaines sensibles qui auront activement participé à cette construction.

- DÉSENCLAVER -

Réaménager les territoires

L'ACCESSIBILITÉ D'UN TERRITOIRE EST UN VECTEUR D'INSERTION ET D'EMPLOI POUR SA POPULATION TANDIS QUE L'ACCÈS AUX SERVICES PARTICIPE PLUS GLOBALEMENT AU BIEN-ÊTRE DES CITOYENS ET À LEUR SENTIMENT D'APPARTENANCE À LA SOCIÉTÉ.

Les infrastructures sont au cœur de ces enjeux : par exemple, le développement des réseaux de transport tels que les tramways, les routes, les ponts, les tunnels, les métros, élargissent la zone de recherche et d'occupation d'emplois des habitants vivant à proximité. Les réseaux de transport permettent également de réduire les distances entre les habitants isolés et les centres de vie et de services. Les infrastructures du numérique, de distribution d'énergie, d'alimentation en eau sont quant à elles capitales pour la qualité de vie offerte aux citoyens.

Les entreprises des Travaux Publics participent aussi par leurs activités à faire naître de nouvelles coutures urbaines. 2 500 friches industrielles sont recensées aujourd'hui en France, la plupart d'entre elles situées dans des zones urbaines. Réhabiliter ces espaces, c'est réinvestir la ville, recréer du lien entre les quartiers alentours et leurs habitants ●



**DES PROJETS AU SERVICE
DES TERRITOIRES**

Dijon

// Desserte

À Dijon, la mise en service de deux lignes de tramway a permis de désenclaver trois des zones urbaines sensibles de l'agglomération. Ainsi, les habitants des quartiers de Mail à Chenôve, les Grésilles à Dijon et Quetigny bénéficient désormais d'une desserte directe vers le centre-ville par l'une des deux lignes de tramway. Ce sont plus de 12 000 citoyens qui sont concernés, soit la moitié des habitants des Zones à Urbaniser en Priorité (ZUP) du Grand Dijon.

Nantes

// Reconquête

Depuis les années 90, la ville de Nantes s'est lancée dans la reconquête des terrains et friches de l'île de Nantes. Située face au centre historique, les 340 ha de cette île présentent l'opportunité de construire un projet urbain s'insérant dans une dynamique économique et sociale forte. L'île de Nantes est devenue un lieu de vie pour 18 000 habitants, de développement économique avec 22 000 emplois ainsi qu'un lieu de culture (espace « les machines de l'île ») et de promenade. À horizon 2030, l'île devrait compter environ 40 000 habitants.

Alsace

// Connectivité

En Alsace, le développement de la fibre optique ne se cantonne pas aux grandes agglomérations. En effet, sur les zones moins denses des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, 370 000 foyers et entreprises seront connectés en Très Haut Débit d'ici 2022. Une tranche conditionnelle est quant à elle prévue sur 3 ans, pour connecter jusqu'à 100 000 prises supplémentaires. En tout, l'investissement s'élèvera à plus de 400 millions d'euros.

- INSÉRER -

Renforcer le lien social grâce à l'emploi



EN ENCOURAGEANT L'INTÉGRATION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET EN PROPOSANT DES EMPLOIS POUR TOUS NIVEAUX DE QUALIFICATION, LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS RENFORCENT LA COHÉSION SOCIALE.

250 000 salariés de tous niveaux de qualification œuvrent au quotidien à la réalisation et à l'entretien des réseaux. Tous types de formations sont nécessaires sur les chantiers et chacun y trouve sa place : la réalisation d'un ouvrage de Travaux Publics rassemble à la fois des ouvriers, des employés et des cadres. Au global, près des 2/3 des salariés sont ouvriers et 1/4 sont des employés. La transmission de savoirs est un axe fort de la profession : les Travaux Publics comptent ainsi environ 4 600 élèves en apprentissage en 2016.

L'accompagnement des nouveaux salariés est également pris très au sérieux. 6 500 tuteurs, réunis dans l'Ordre des Tuteurs, se chargent de l'intégration des nouveaux venus dans les entreprises. Cet encadrement est d'autant plus important que près d'1/4 des salariés des Travaux Publics ont moins de 30 ans. Et l'ascenseur social est une réalité : les 3/4 des conducteurs de travaux sont issus d'une formation courte et ont accédé à ce poste par la promotion interne ●

**➤ 20 MILLIONS
D'HEURES D'INSERTION ESTIMÉES
POUR LA CONSTRUCTION DU GRAND PARIS
EXPRESS, SOIT LA PLUS IMPORTANTE OPÉRATION
D'INSERTION SOCIALE JAMAIS RÉALISÉE**



RÉINVESTISSONS !

RELIER LES CITOYENS
POUR PLUS DE COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE



RÉINVESTISSONS
LA FRANCE ”

» Pour une vision de l'aménagement du territoire

Jusqu'en 2007, la France était pourvue d'un Ministère de l'Équipement dédié à l'investissement en infrastructures. Réinvestir dans le pays nécessite de retrouver une stratégie d'avenir dotée d'une vision en termes d'aménagement territorial. Afin de ne pas laisser de territoires sur le côté de la route, la France doit pouvoir s'appuyer sur un cadre stratégique de développement urbain et rural.

« Sans infrastructures,
point de cohésion sociale
et d'activité économique »

Robin REDA,
Maire de Juvisy-sur-Orge, 91
12/09/2016
La Gazette des communes

» Pour une France connectée

Le Plan France Très Haut Débit représente 20 milliards d'euros d'investissements dans le déploiement de la fibre optique, avec un objectif de couverture de 100% du territoire français d'ici à 2022.

20 000 emplois directs seront mobilisés sur les 10 prochaines années. Cette volonté forte de l'État doit s'accompagner d'une accélération de mise en œuvre sur le terrain : la cadence de déploiement devrait en effet être multipliée par 2 pour atteindre les objectifs fixés dans les délais.

» Pour une Europe unifiée

À l'heure du Brexit et d'une cohésion européenne qui s'effrite, réinstaurer une dynamique d'échanges et de partenariats grâce aux infrastructures de réseaux constitue une base solide pour renforcer les liens entre la France et ses voisins européens. Le développement des réseaux transeuropéens des transports (RTE-T) et d'énergie (RTE-E) concrétise ce besoin de cohésion : les projets transnationaux, tels que la liaison ferroviaire Lyon-Turin ou à vocation européenne comme le Canal Seine-Nord-Europe, sont ainsi des projets indispensables à l'unité européenne.

L'EUROPE SUR DE BONS RAILS



La ligne Lyon-Turin doit relier les réseaux ferroviaires à grande vitesse français et italien en 2028. Un tunnel de base de 57 kilomètres devra être construit. Cette ligne contribuera à faciliter les relations entre les grandes régions frontalières, en réduisant les temps de transport tant pour les voyageurs que pour les marchandises. Paris ne sera ainsi plus qu'à 2h45 de Grenoble et Lyon qu'à 2h de Turin contre près de 4h aujourd'hui. Au cœur du corridor ferroviaire méditerranéen, cette ligne permettra enfin une continuité de liaison européenne d'est en ouest, de Séville à Budapest.

20
MILLIARDS
D'EUROS D'INVESTISSEMENT
DANS LE THD D'ICI À 2020



➤ 54%

DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE L'OFFRE DE TRANSPORT
SERA DÉTERMINANTE POUR LE SUCCÈS ÉCONOMIQUE
DE LA VILLE DE DEMAIN

LES INFRASTRUCTURES, pour réussir la croissance verte

RÉINVESTISSONS
LA FRANCE

➤ 8

MILLIARDS D'EUROS PAR AN
D'INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
DANS LES INFRASTRUCTURES POUR
ATTEINDRE LES OBJECTIFS 2030
DE LA CROISSANCE VERTE

P.30



➤ **50%**

**DES INVESTISSEMENTS
DANS LES INFRASTRUCTURES
CONCERNENT DÉJÀ LA
TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

- CROISSANCE VERTE -

RÉINVESTIR POUR RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST UN ENJEU MAJEUR POUR LES 15 PROCHAINES ANNÉES. L'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES CONTRIBUE À LA METTRE EN ŒUVRE ET EST GÉNÉRATEUR D'UNE CROISSANCE VERTE, PLUS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT.

Phénomènes climatiques de plus en plus fréquents, pollution atmosphérique et des nappes phréatiques, destruction de la biodiversité, gaspillage et surexploitation des ressources... La société française est face à des menaces croissantes en matière environnementale.

Lutter contre le changement climatique et ses conséquences implique d'aménager les infrastructures existantes ou d'en créer de nouvelles. Aujourd'hui, 50% des investissements dans les infrastructures concernent la transition écologique. 8 milliards d'euros par an d'investissements additionnels seront nécessaires pour atteindre les objectifs de la croissance verte à horizon 2030.



Pour aller plus loin, téléchargez le rapport **FNTF Croissance verte**
« Investir dans les infrastructures pour réussir la transition écologique »

CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE RÉALITÉ BIEN PRÉSENTE



“ RÉAGISSONS ! **Renouvelons les ressources** ”

- CHANGEMENT CLIMATIQUE -

L'inaction coûte cher

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POURRAIT COÛTER JUSQU'À 20% DU PIB MONDIAL CHAQUE ANNÉE. ET POURTANT... IL NE FAUDRAIT INVESTIR QU'1% DU PIB MONDIAL SUPPLÉMENTAIRE PAR AN POUR ENRAYER CETTE SPIRALE !

Pour la France, les pertes économiques consécutives à la pollution atmosphérique sont estimées à 101 milliards d'euros par an, avec des effets allant bien au-delà de l'aspect financier : entre 42 000 et 45 000 décès prématurés par an en France sont en relation avec les particules fines... et plus d'1 Français sur 2 y est aujourd'hui exposé !

Il est urgent de passer à l'action en mettant en œuvre des politiques ambitieuses en matière de lutte contre le dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité et des ressources naturelles ●



2 DEGRÉS
L'ENGAGEMENT PRIS
LORS DE LA COP 21
DE HAUSSE MAXIMALE
DE LA TEMPÉRATURE MOYENNE
DE LA PLANÈTE

64%

**DES COMMUNES FRANÇAISES
SONT EXPOSÉES AUX RISQUES CLIMATIQUES**



Source Ministère de l'environnement,
de l'énergie et de la mer

- ENGAGEMENTS -

Concrétiser les ambitions nationales

LA FRANCE S'EST ENGAGÉE EN FAVEUR DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT AVEC LES RÉCENTES LOIS SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SUR LA BIODIVERSITÉ.



De nombreux objectifs sont affichés dans la loi de transition énergétique : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% entre 1990 et 2030, diminuer la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à 2012, porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation finale d'énergie en 2030 et à 40% de la production d'électricité...

Ces objectifs sont ambitieux et, pour être atteints, ils devront être associés à de nouveaux financements, particulièrement pour les infrastructures. En effet, le calibrage des programmes nationaux ne permet pas actuellement de les atteindre.

Par exemple, le rythme de développement des énergies renouvelables est insuffisant au regard des objectifs visés pour 2020. Alors que 17% de la consommation en énergie devait être d'origine renouvelable en 2015, cette part n'atteint toujours pas 15%. En 2020, elle devra représenter 23% et 32% en 2030. Des objectifs encore atteignables mais qui s'éloigneront peu à peu de la réalité si la cadence d'investissement n'accélère pas ●



⦿ 15% D'ÉNERGIE D'ORIGINE RENOUELABLE EN 2015

AU LIEU DE 17% VISÉ

1 MILLIARD D'EUROS
LE COÛT DES INONDATIONS
DU MOIS DE JUIN 2016 EN FRANCE



Source Fédération Française de l'Assurance

ET SI LA SEINE DÉBORDAIT ?



Une crue centennale de la Seine aurait de très lourdes conséquences : 30 milliards d'euros de dégâts, plus de la moitié du réseau de métro fermé, 1/4 des infrastructures de transformation électrique inondées ou coupées, 5 millions d'habitants privés d'eau potable...

Pourtant des solutions existent. La construction du projet de barrages-réservoirs de La Bassée en amont de Paris, pour un investissement de 500 millions d'euros, permettrait de réduire de 30% les dommages de la crue.

1 € investi, c'est 20 € de dommages évités !

Qu'attendons-nous pour investir ?!

LES INFRASTRUCTURES, UNE RÉPONSE AUX DÉFIS DE LA CROISSANCE VERTE



- MODES DE VIE DURABLES -

Avec une mobilité toujours plus propre
et une production d'énergie bas-carbone

LES INFRASTRUCTURES ACCOMPAGNENT LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT
DES CITOYENS VERS UNE MOBILITÉ PROPRE ET DES MODES DE PRODUCTION
D'ÉNERGIES PLUS DURABLES.



La transition écologique s'appuie sur le développement de l'écomobilité, qui se matérialise par de multiples canaux : développement des réseaux de transport en commun, soutien à la mobilité douce, à l'intermodalité... Au moins 7 millions de points de recharge électriques ou hybrides doivent être mis à disposition sur le réseau à horizon 2030. Toutefois, moins de 15 000 points de recharge sont recensés aujourd'hui.

En France, le secteur de la production électrique n'est que faiblement émetteur de gaz à effet de serre grâce à la complémentarité des sources de production électriques : seulement 12% des émissions totales. Pour rester sur ce modèle vertueux, il s'agit à la fois de maintenir en état de fonctionnement et de sécurité le parc nucléaire français et de développer les énergies renouvelables. Pour le nucléaire, 55 milliards d'euros d'investissements sont programmés dans le cadre du programme Grand Carénage de l'opérateur historique d'ici à 2025. Du côté des énergies renouvelables, l'essor passe par le développement de nombreuses filières : éolien terrestre, éolien offshore, solaire, hydroélectricité, biométhane... ●

**RÉNOVER L'ÉCLAIRAGE,
C'EST RENTABLE !**



Le retour sur investissement de la rénovation de l'éclairage public est de l'ordre de 5 à 7 ans pour une commune.

Une approche en coût global (investissement - maintenance - énergie) permet de mettre en avant les gains importants réalisables : les économies sur la facture d'électricité peuvent atteindre jusqu'à 70% pour une commune ayant opté pour les dernières technologies en matière d'éclairage.

Qu'attendons-nous pour investir ?!

**DES PROJETS AU SERVICE
DES TERRITOIRES**

Nîmes

// Biodiversité

En aval de Nîmes, les travaux d'élargissement et d'approfondissement du lit de la rivière du Vistre ont permis de rendre le cours d'eau moins linéaire et de recréer des points d'eau naturels pour favoriser le retour de la faune et de la flore.

Le projet comporte également le traitement des espèces invasives et la création de plusieurs ouvrages de franchissement.

Enfin, une action sur le réemploi des déblais a été réalisée : parmi les 210 000 m³ de matériaux extraits, 40 000 m³ ont été réutilisés.

Verdon

// Hydraulique

La liaison hydraulique reliant Verdon à Saint-Cassien et Sainte-Maxime, grâce à une centaine de kilomètres de canalisations enterrées, participe à la préservation des ressources fragiles en eau du département du Var.

Les bénéfices de cet investissement de 100 millions d'euros sont multiples sur l'économie des territoires traversés, le maintien d'activités agricoles et la protection contre les incendies.

La Roche-sur-Yon

// Énergie

Proposer de nouveaux usages à travers des infrastructures multifonctions devient une réalité. 42 dalles de route photovoltaïques recouvrant 50 m² de chaussée d'un parking ont été installées sur le site pilote de Vendéspace, dédié au rechargement des véhicules électriques.

1 km linéaire de cette route à énergie positive peut éclairer une ville de 5 000 habitants !

- EFFICACITÉ DES RESSOURCES -

Moderniser et entretenir les infrastructures

ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES RÉSEAUX GRÂCE À DES TECHNOLOGIES MODERNES ET À UN BON ENTRETIEN ÉVITE DES DÉPÉRDITIONS INUTILES.

En matière d'infrastructures, les gisements d'économies restent encore nombreux. Par exemple, 75% des 9 millions de lampadaires et points lumineux ont plus de 25 ans et pourraient être modernisés. Leur remplacement permettrait de diviser par 4 leur consommation d'énergie !

Les infrastructures sont construites pour durer... à condition de les entretenir régulièrement. 1 litre d'eau sur 5 est perdu en raison des fuites sur le réseau. Le taux de renouvellement des canalisations est de 0,6% par an, ce qui signifie qu'il faut près de 170 ans pour remplacer une

canalisation... alors que leur durée de vie varie de 30 à 80 ans ! Il faudrait engager 2 milliards d'euros par an pour réaliser les travaux nécessaires à la réduction des pertes en eau, contre 800 millions d'euros aujourd'hui. Des capteurs sur les canalisations permettent également d'identifier les fuites au plus tôt et de préserver les ressources ●

➤ **1 LITRE** D'EAU POTABLE SUR 5 EST PERDU EN RAISON DES FUITES SUR LE RÉSEAU

- QUALITÉ DE VIE -

Préserver la biodiversité et améliorer le cadre de vie

LE CADRE DE VIE EST LA PREMIÈRE PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE DES FRANÇAIS. AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT SONORE ET VISUEL, RÉDUIRE L'IMPACT DE LA POLLUTION DE L'AIR, AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU... LES INFRASTRUCTURES SE SITUENT AU CŒUR DE CES ENJEUX.

On le sait trop peu mais les infrastructures concourent à la restauration des écosystèmes par de nombreuses actions concrètes : renaturations et reméandrages de cours d'eau, reconstitution de zones humides, restauration de marais périurbains... Elles contribuent aussi au rétablissement des continuités écologiques en effaçant les obstacles à l'écoulement des rivières et en valorisant les dépendances vertes. Elles sont aussi des supports de la biodiversité, via l'aménagement de coulées vertes par exemple.

Elles participent également au maintien de la qualité de l'eau par les stations d'épuration, à la fluidité des déplacements par les transports en commun, à la restauration de

la qualité de l'air par des enrobés dépolluants ou encore à la lutte contre les nuisances sonores grâce à l'utilisation d'enrobés phoniques... Autant d'exemples d'équipements qui prennent part chaque jour un peu plus à l'amélioration de la qualité de vie des Français ●

➤ **57 MILLIARDS** D'EUROS PAR AN : LE MONTANT DES DÉPENSES DE SANTÉ CAUSÉES PAR LE BRUIT EN FRANCE

RÉINVESTISSONS !

ACCÉLERER LA CONSTRUCTION
DES INFRASTRUCTURES DE LA CROISSANCE VERTE

RÉINVESTISSONS
LA FRANCE ”

Des infrastructures au service de la transition écologique

La transformation écologique de la société française sera source de croissance, de qualité de vie et de respect de l'environnement. La transition énergétique permettra d'augmenter de 1% le PIB de la France en 2030 et jusqu'à 3,9% en 2050 selon l'Ademe. Bien que les vertus économiques de cette transition soient démontrées, les retards pris dans de nombreux domaines sont criants.

« Une ville sobre en carbone ne peut se construire sans un système de transports en commun puissant et durable »

Philippe YVIN,
Président de la Société
du Grand Paris
11/2015 - Le Parisien

Construire la ville de demain

Comment concevoir une ville qui réponde aux attentes des citoyens ? Aménager la ville de demain de manière durable sur les plans économique, écologique et social implique d'investir dans les infrastructures de la croissance verte : solutions de mutualisation et de partage des ressources, installation de capteurs et déploiement du numérique, écomobilité... Par exemple, les transports collectifs urbains en site propre où d'importants efforts restent à accomplir. Alors que 1,8 milliard de subventions aux collectivités ont été accordées dans le cadre des trois appels à projets, le Grenelle de l'environnement prévoyait 2,5 milliards d'euros avant 2020. Un 4^e appel à projets devra donc être lancé sans plus tarder. Qu'attendons-nous pour investir ?!

Où sont les besoins de la croissance verte ?!

	Besoins additionnels en infrastructures
Développer des infrastructures pour des transports bas-carbone	+ 2,5 MD€
Construire et maintenir des infrastructures de production et distribution d'énergie bas-carbone	+ 3,4 MD€
Protéger et réparer les territoires	+ 0,4 MD€
Économiser les ressources	+ 1,0 MD€
Préserver la biodiversité et le cadre de vie	+ 0,6 MD€
TOTAL	+ 7,9 MD€

UN DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES MARINES À POURSUIVRE



Le Grenelle de l'Environnement a fixé l'objectif de réalisation de 6 000 MW d'éolien en mer et d'énergies marines à horizon 2020. Aujourd'hui, la réalisation de 3 000 MW est actée

à travers deux appels d'offres, pour un investissement de 10,5 milliards d'euros. Un 3^e appel d'offres a été lancé en avril 2016. 10 000 emplois directs et indirects seront créés grâce au développement de la filière éolienne en mer. De nombreux emplois induits sont également attendus, grâce au développement des activités portuaires, des chantiers navals et plus généralement de l'industrie et des bassins d'emplois situés près du littoral.



➤ **80%**

DES AUTOMOBILISTES SE DISENT PRÊTS
À CHANGER LEURS HABITUDES DE MOBILITÉ
POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR



Pour aller plus loin, téléchargez le rapport FNTF Croissance verte
« Investir dans les infrastructures pour réussir la transition écologique »



**FNTP
EN SAVOIR** +

Notre vocation

**“ AU NOM DE TOUS, LA PUISSANCE
DU COLLECTIF ET LA PROXIMITÉ
AU SERVICE DE CHACUN ”**

NOS MISSIONS

Organisation professionnelle dédiée au développement de la Profession et guidée par des valeurs communes, la FNTP représente les entreprises de Travaux Publics de toutes tailles, spécialités ou régions. Ce sont ces entreprises qui construisent et entretiennent, sur tout le territoire, les équipements au service des populations.

La Fédération réunit entrepreneurs, professionnels des Travaux Publics et permanents, à travers ses commissions fédérales, ses Fédérations Régionales et ses Syndicats de Spécialités, qui assurent la coordination des actions et le partage des expertises de près de 2 000 professionnels bénévoles.

La vocation de la FNTP est à la fois de susciter les meilleures conditions du développement du marché des Travaux Publics et d'accompagner chaque entreprise autour de trois axes : faire valoir les intérêts de la profession, faire connaître la profession, conseiller et servir chaque entreprise.

Elle est en synergie avec les mondes du BTP et de l'interprofession, elle agit en coopération continue avec les acteurs publics et autres parties prenantes, au niveau français, européen et international.

Son action se fonde sur cinq grandes valeurs : l'esprit d'équipe ; la participation ; l'initiative ; l'expertise ; la transparence.



P.38

// www.fntp.fr

Le site internet de la FNTF valorise la diversité des activités et des métiers du secteur. Il donne libre accès à de nombreuses informations clés en s'adressant à un public élargi : le professionnel TP mais aussi le représentant de la filière, l'étudiant ou le partenaire institutionnel.

Doté d'un système d'abonnements et d'un moteur de recherche performant, www.fntp.fr permet à chacun d'être alerté ou de retrouver les informations selon leur utilité ou thématique.

Chacun des services de la FNTF est associé au site, et les documents produits par la Fédération se retrouvent en ligne dès leur diffusion papier : bulletins de conjoncture, informations juridiques ou sociales, communiqués de presse...

// Les « gazouillis » de la Fédération



La FNTF dispose de plusieurs comptes Twitter. [@FNTP_info](https://twitter.com/FNTP_info) permet de suivre l'actualité officielle en temps réel de la Fédération.

Sans oublier le compte du Président de la Fédération ([@cavagneb](https://twitter.com/cavagneb)) ainsi que ceux de la plupart des FRTP. Ces comptes sont l'occasion de rester connecté au quotidien sur des sujets clés pour les infrastructures et entreprises TP.

La FNTF est aussi présente sur les réseaux sociaux : Facebook, LinkedIn et sur sa chaîne YouTube.

// Réinvestissons la France



La FNTF mène sa campagne en ligne sur www.reinvestissonsfrance.fr



】 **Crédits photos** : Photothèques de : BOUYGUES CONSTRUCTION (Yannick Brossard, Olivier Dupont, Véronique PAUL), COLAS (Stéphane Alunno, Joachim Bertrand, José Campos/Swissmovie, Hervé Douris, Christian Pedrotti), CONSTRUCTYS, EIFFAGE (Cyrille Dupont, Gimball-Prod Clemessy, Hervé Piraud, Michel Djaoui), EUROVIA (Balloide), FNTF (Didier Morel, DR), FOTOLIA, ISTOCK © 2016, NGE (Barberon, Philippe Roy), SADE, SERCE (X. Boymond), SPIE, SPIE Batignolles (Agence TOMA, Philippe Dureuil), VINCI (J.P. Guerrini)

】 **Infographie p7 et p10-11** : Olivier Fuhrmann

】 **TP Informations n°74** - Édition novembre 2016

】 **N° ISBN** : 2-906243000-0

】 **Conception & Réalisation** :  Nantes - www.agence-latitude.fr - 0925-10/16

LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

FRTF ALSACE

Pôle BTP-Espace Européen de l'Entreprise
1A rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél. : 03.88.35.59.65
Fax : 03.88.24.14.66
E-mail : alsace@fntp.fr

FRTF AQUITAINE

Les Bureaux du Parc
9001 avenue J. Gabriel Domergue
33300 BORDEAUX CEDEX
Tél. : 05.56.11.32.00
Fax : 05.56.11.32.02
E-mail : aquitai@fntp.fr
Site web : www.tp-aquitaine.org

FRTF AUVERGNE

Maison des Industries et des TP Auvergne
9 rue du Bois Joli - BP 10063
63802 CURNON D'Auvergne CEDEX
Tél. : 04.73.42.27.00
Fax : 04.73.42.27.05
E-mail : auver@fntp.fr
Site web : www.frtfauvergne.fr

FRTF BOURGOGNE

Le Samourai II
3 rue René Char
21000 DIJON
Tél. : 03.80.41.93.21
Fax : 03.80.41.93.20
E-mail : bourgogne@fntp.fr
Site web : www.frtfbourgogne.com

FRTF BRETAGNE

2 rue des Maréchaux
35132 VEZIN LE COQUET
Tél. : 02.99.63.66.33
Fax : 02.99.63.56.36
E-mail : breta@fntp.fr
Site web : www.frtf-bretagne.bzh

FRTF CENTRE-VAL DE LOIRE

32 rue Charles Sanglier
45000 ORLÉANS
Tél. : 02.38.54.12.27
Fax : 02.38.53.93.29
E-mail : centre@fntp.fr
Site web : www.frtfcentre.fr

FRTF CHAMPAGNE-ARDENNE

Parc Technologique Mont Bernard
8 rue Dom Pérignon
CS 40064
51006 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03.26.69.34.70
Fax : 03.26.69.34.71
E-mail : champagne-ardenne@fntp.fr
Site web : www.frtfchampagneardenne.fr

FRTF FRANCHE-COMTÉ

ECOPOLE
4 rue Camille Flammarion
Impasse Lucien Auguste Vérite
25000 BESANÇON
Tél. : 03.81.41.16.16
Fax : 03.81.41.16.10
E-mail : fcomte@fntp.fr
Site web : www.frtffranchecomte.fr

FRTF ÎLE-DE-FRANCE

9 rue de Berri
75008 PARIS
Tél. : 01.47.66.01.23
Fax : 01.47.66.10.39
E-mail : idf1@fntp.fr
Site web : www.frtfidf.fr

FRTF LANGUEDOC-ROUSSILLON

ZA de Tournezy
Passage Jean Cocteau
34070 MONTPELLIER
Tél. : 04.67.69.00.00
Fax : 04.67.69.00.19
E-mail : lrous@fntp.fr
Site web : www.frtflr.fr

FRTF LIMOUSIN

22 rue Atlantis
BP 6954
87069 LIMOGES CEDEX
Tél. : 05.55.35.07.05
Fax : 05.55.35.07.09
E-mail : limou@fntp.fr
Site web : www.frtflimousin.fr

FRTF LORRAINE

3 rue Jean-Antoine Chaptal
CS 35 580
57078 METZ CEDEX 03
Tél. : 03.87.74.38.45
Fax : 03.87.74.98.37
E-mail : lorrai@fntp.fr
Site web : www.frtflorraine.fr

FRTF MIDI-PYRÉNÉES

7 square Boulingrin
BP 31514
31015 TOULOUSE CEDEX 6
Tél. : 05.61.25.71.05
Fax : 05.61.25.83.40
E-mail : midipy@fntp.fr
Site web : www.frtfmidi.py.fr

FRTF NORD-PAS DE CALAIS

268 boulevard Clemenceau
59700 MARCQ-EN-BARŒUL
Tél. : 03.20.98.00.33
E-mail : npc@fntp.fr
Site web : www.frtfnordpasdecals.fr

FRTF NORMANDIE

Parc du Zénith - Bâtiment B1
420 Avenue des Canadiens
76650 PETIT COURONNE
Tél. : 02.35.61.02.71
Fax : 02.35.60.75.51
E-mail : norman@fntp.fr
Site web : www.frtfnormandie.fr

FRTF PAYS DE LA LOIRE

ZAC de la Chanterrie
Rue Edmé Mariotte
BP 91602
44316 NANTES CEDEX 3
Tél. : 02.28.01.00.60
Fax : 02.28.01.00.69
E-mail : paysdelaloire@fntp.fr
Site web : www.frtfpaysdelaloire.fr

FRTF PICARDIE

6 rue Colbert
80000 AMIENS
Tél. : 03.22.71.76.00
Fax : 03.22.80.03.24
E-mail : frtppicardie@fntp.fr
Site web : www.travauxpublics-picardie.fr

FRTF POITOU-CHARENTES

26 rue Gay-Lussac
BP 20958
86038 POITIERS CEDEX
Tél. : 05.49.61.49.75
Fax : 05.49.44.09.44
E-mail : pchar@fntp.fr
Site web : www.frtfpoitoucharentes.fr

FRTF PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

344 boulevard Michelet
13009 MARSEILLE
Tél. : 04.91.77.89.31
Fax : 04.91.76.36.82
E-mail : paca@fntp.fr
Site web : www.frtppaca.fr

FRTF RHÔNE-ALPES

23 avenue Condorcet - CS 60122
69616 VILLEURBANNE CEDEX
Tél. : 04.37.47.39.75
Fax : 04.78.17.75.64
E-mail : ralpes@fntp.fr
Site web : www.frtfrhonealpes.fr

FÉDÉRATION RÉUNIONNAISE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Rue du Pont - CS 41051
SAINT-DENIS CEDEX
Tél. : 02.62.41.70.87
Fax : 02.62.21.55.07
E-mail : contact@frbtp.re
Site web : www.frbtp.re



**RÉINVESTISSONS
LA FRANCE**



FNTF

Fédération Nationale des Travaux Publics
3 rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. 01 44 13 31 44 - Fax. 01 45 61 04 47
Contact : infos@fntp.fr

> Pour suivre notre actualité :

📧 @info_fntp



www.fntp.fr

